

Les Réformes

Le programme politique du
CPL

Mai 2005

Plan

1. Revitaliser les institutions démocratiques
2. Mettre sur pied un plan de relance économique
3. Épurer et restructurer l'administration libanaise
4. Réformer l'appareil judiciaire
5. Défendre les libertés publiques
6. Promouvoir le tourisme
7. Assurer un accès équitable à la santé
8. Préserver l'environnement
9. Intégrer la diaspora
10. Réhabiliter le rôle de l'éducation
11. Élaborer un espace de citoyenneté
12. Reprendre l'initiative en matière de politique étrangère
13. Réhabiliter les forces armées

Redynamiser les institutions politiques

- Diagnostic
 - Paralysie et hypothèque des institutions par l'occupant
 - Clientélisme communautaire
 - Absence de vrai pouvoir, système tricéphale
 - Manque de représentativité des élus du fait d'une loi électorale inique
 - Hérésies constitutionnelles :
 - Loyalistes et opposants au sein d'un même gouvernement
 - Absence de délais constitutionnels pour la formation d'un gouvernement
 - Le député commissionnaire de service et non pas législateur et contrôleur du pouvoir exécutif

Redynamiser les institutions politiques II

- Objectif
 - Redynamiser la vie institutionnelle
 - Optimiser les mécanismes constitutionnels
- Actions
 - Une nouvelle loi électorale
 - Circonscription uninominale réduite, scrutin majoritaire
 - Large circonscription sur base de listes, scrutin proportionnel
 - Droit de vote et droit de candidature des émigrés
 - Revenir sur le décret de naturalisation (1994)
 - Fixation de délais constitutionnels pour la formation des gouvernements
 - Non-cumul des mandats, notamment député/ministre

Relance économique I

- Diagnostic
 - Niveau élevé d'endettement
 - Stagnation économique
 - Diminution du niveau des R.O.
 - Coût de la dette très élevé
 - Nervosité des marchés financiers
 - Marginalisation du secteur privé
 - Déficit des comptes extérieurs
 - Niveau du chômage élevé
 - Approche keynésienne du Tout-Etat et concentration des efforts dans une zone géographique réduite
 - Absence de vision et de stratégie de positionnement du Liban sur la scène économique du Moyen-Orient
 - Absence de cadre institutionnel approprié pour accompagner le plan de privatisation et de modernisation de l'économie
 - Archaïsme de certains instruments fiscaux et monétaires

Relance économique II

- Objectifs
 - Arrêter l'hémorragie et gérer l'endettement
 - Augmenter les recettes
 - Diminuer les coûts
 - Corriger les déséquilibres structurels
 - Créer le cadre institutionnel propice à l'intégration du Liban dans l'économie mondiale
- Actions
 - Restructuration fiscale
 - Élargir la base fiscale
 - Favoriser les taxes indirectes
 - Plan pour améliorer la collecte
 - Plan pour l'épuration de l'administration et la rationalisation des dépenses (cf. réforme administrative)
 - Lutte contre la corruption (cf. réforme judiciaire)
 - Achever une étude pour le positionnement du Liban sur la scène économique du Moyen-Orient

Relance économique III

• Actions

- Mise en place d'un cadre institutionnel approprié pour la modernisation de la place financière de Beyrouth (nouvelle loi)
- Favoriser la création d'un fond d'investissement avec pour actif sous jacent des actions et obligations tirées sur des institutions libanaises
- Engager et étendre le programme des privatisations
- En guise de pré privatisation, engager des contract management pour rééquilibrer la situation des institutions publiques à privatiser
 - MEA
 - EDL
 - Casino du Liban
 - PTT
- Accélérer la conclusion des accords d'intégration dans Euromed et l'OMC
- Mettre en application le plan de développement touristique (cf. Tourisme)

Réforme administrative I

- Diagnostic
 - Politisation de l'administration
 - Une administration qui répercute les méfaits du confessionnalisme et nourrit le clientélisme
 - Surdimensionnement de l'administration
 - Lourdeur administrative
 - Corruption galopante
 - Caducité de certains départements
 - Absence de contrôle des dépenses
 - L'exception est devenue la règle en matière d'approvisionnement public et en matière d'engagement du personnel (70% de contractuels)
 - Démobilisation du personnel

Réforme administrative II

- Objectifs
 - Épurer l'administration
 - Moderniser les procédures administratives
 - Rapprocher l'administration du citoyen et de l'entreprise
- Rôle
 - Maintenir l'ordre
 - Édicter des normes
 - Fournir le service et l'information
- Actions
 - Réformer les articles 60, 61, et 62 du code municipal
 - Limiter le contact avec le service public au niveau du guichet
 - Un guichet d'entrée (ou la poste ou l'Internet)
 - Un guichet de sortie (ou la poste dès que possible)

Réforme administrative III

- Actions

- Initier le chantier du gouvernement
 - Guichet électronique pour l'ensemble des services publics
 - Informatisation des procédures douanières
 - Informatisation des déclarations fiscales
 - Carte électronique de santé
 - Carte électronique électorale
 - Approvisionnement public électronique
- Mettre en place un centre national de statistiques et de pourvoi de données précises sur l'ensemble de nos comptes nationaux, y compris des statistiques sur la consommation des ménages, le niveau des prix, le marché du travail
- Réformer la Cour des comptes et faire désigner son président par le CSM
- Éliminer des départements caduques tels que le ministère de l'information, le bureau des fruits et légumes, la direction des chemins de fer, la direction du plan vert, etc.
- Élaborer un plan de réduction du personnel (à commencer par les contractuels mis à disposition)
- Certification ISO de certains services
- Mettre en place un plan de rémunération en fonction des performances et de la qualité des services rendus
- Élaborer un plan de communication interne pour promouvoir l'éthique et la déontologie

Réforme judiciaire I

- Diagnostic
 - Instrumentalisation du système légal par la politique (fabrication de dossiers fictifs)
 - Politisation des juges (phénomène juge/ministre)
 - Failles structurelles à l'encontre du principe de l'indépendance du pouvoir judiciaire
 - Formation de certaines instances (CSM)
 - Dépendance financière
 - Irrespect des procédures légales
 - Corruption envahissante
 - Coût de la justice très cher
 - Les juges sont sous-payés, ce qui les rend très vulnérables
 - Archaïsme du système et de certaines procédures
 - Manque d'efficacité : trop grands délais procéduraux
 - Absence de magistratures spécialisées pour accompagner le progrès économique et social (Finance, Informatique, etc.)

Réforme judiciaire II

- Rôle
 - Assurer la paix civile, lutter contre la criminalité et la corruption
- Objectif
 - Un pouvoir judiciaire, indépendant, efficace, transparent et responsable
- Actions
 - Introduire le concept d'élections des juges (collège électoral et mode de scrutin à déterminer)
 - Fixer un budget indépendant dont la gestion relève uniquement du CSM
 - Créer un organisme chargé de contrôler tout dysfonctionnement interne avec devoir de sanctions disciplinaires appropriées
 - Relever le salaire des juges
 - Mettre en application le code de déontologie récemment adopté
 - Élaborer un plan d'informatisation
 - Mettre en place un plan de modernisation des procédures administratives
 - Activer les programmes de coopération avec l'Autriche, l'Italie, la France, etc.

Libertés publiques I

- Diagnostic
 - Répression des libertés publiques sous l'occupation et qui se poursuit sous certains aspects
 - Droits formels mais pas droits réels
 - Soumission des médias à la logique communautaire
 - Censure et contrôle (loi de 1962)

Libertés publiques II

- Objectifs
 - Droits réels v/s droits virtuels
 - Affranchir les médias de la coupe des communautés et du pouvoir de l'argent
- Actions
 - Consacrer le droit de manifester dans la Charte du citoyen
 - Supprimer la loi sur les imprimés du 14/9/1962
 - Revenir sur le décret 7997 (1996)
 - Assurer la réouverture de la MTV
 - Élaborer un code de déontologie pour les médias
 - Réviser le statut du CSA
 - Activer le site du CPL (Tayyar) et un plan pour tirer le meilleur profit des NTI

Promouvoir le tourisme I

- Diagnostic

- Absence du Liban de la carte touristique mondiale, secteur touristique négligé par l'Etat
- Budget insuffisant et absence de toute planification scientifique
- Laisser aller par les autorités exécutives et législatives des affaires touristiques
- Absence d'un plan global ayant pour but d'améliorer l'infrastructure du secteur
- Législation non actualisée du secteur touristique
- Classification inadéquate des sociétés à caractère touristique par rapport aux normes internationales
- Hausse des prix de billets d'avion à partir et vers le Liban à cause d'une politique de quasi-monopole
- Ouverture non opérationnelle du ciel libanais aux compagnies charters
- Caractère obsolète du réseau de transport et manque de signalisations routières
- Absence de plan de réhabilitation des sites archéologiques à l'échelle nationale
- Insuffisance dans la formation professionnelle dans le secteur
- Cherté des Visas et difficulté de leur obtention
- Prix élevés des passeports livrés aux émigrés
- Absence d'informations et de statistiques précises

Promouvoir le tourisme II

- Objectifs
 - Développer le secteur touristique, améliorer sa productivité et créer de nouveaux marchés
 - Rendre plus accessible la destination
 - Élaborer un programme de développement touristique étalé sur toute l'année
 - Faire évoluer le tourisme de niche (tourisme d'affaires, culturel, de santé, de religion, sportif etc.)
- Actions
 - Classification des sociétés opérantes dans le secteur touristique selon les normes internationales (Hôtels, restaurants etc.)
 - Réorganisation, création et développement de bureaux de tourisms et de conventions à travers le monde
 - Instauration d'un plan de réhabilitation d'établissements et de sites touristiques et archéologiques à travers tout le territoire libanais
 - Réhabilitation et gestion optimisée des sites notamment à travers le mécanisme des BOT
 - Plan de communication au niveau local et international
 - Baisse des prix et allégement des formalités relatives à l'obtention de visas et de passeports
 - Suppression et obtention de visas de longue durée pour certains pays
 - Amélioration des liaisons terrestres et maritimes en collaboration avec le secteur public et privé
 - Lancement du « Mois de l'Émigré » pour encourager le lien entre les pays d'accueils et le Liban

Assurer l'accès équitable à la santé I

- Diagnostic
 - Coût très élevé des services de santé
 - Absence d'un mécanisme de contrôle efficient des dépenses de santé
 - Déficit au niveau du financement des services de santé
 - Vieillesse de la population, et augmentation de l'espérance de vie
 - Absence de stratégie globale pour la santé
 - Déficit au niveau des premiers soins (Primary Health Care) du fait que les compagnies d'assurances ne les couvrent pas
 - Concentration de la médecine et carence au niveau des régions périphériques
 - Pléthore de services et de produits superflus qui pèse sur la facture sociale
 - Déséquilibre au niveau de ressources humaines (très peu d'infirmières et peu de médecins)
 - Plus d'attention consacrée à la construction des hôpitaux qu'à la restructuration de l'offre

Assurer l'accès équitable à la santé II

- Objectifs
 - Assurer un accès adéquat aux services de santé
 - Optimiser les dépenses de santé
- Actions
 - Confier la gestion des dépenses de santé à des compagnies privées du type TPA (Third Party Administrator)
 - Créer un conseil national pour la santé dont l'objectif est d'assurer une gestion indépendante de ce secteur, en partenariat avec le secteur privé et des représentants de la société civile
 - Élaborer une stratégie globale pour la santé et un plan de restructuration du secteur sanitaire
 - Déréguler et rationaliser l'importation du médicament, ainsi que les équipements médicaux et les prothèses
 - Développer l'offre des premiers soins (Primary Health Care), de la médecine préventive et de la médecine de famille
 - Centraliser les différentes caisses d'assurance maladie
 - Revoir le projet « National Health Account » pour le bénéfice de chaque citoyen, les soins dentaires inclus
 - Mettre en place une politique de ressources humaines visant à rééquilibrer l'offre en vue d'une meilleure adéquation avec la demande

Protéger l'environnement I

- Diagnostic
 - Urbanisation sauvage
 - Pollution de l'air
 - Pollution de la mer et des eaux souterraines
 - Détérioration de la faune animale
 - Endommagement de la faune végétale
 - Absence de moyens de traitement des déchets ménagers et industriels
 - Absence d'une politique holistique d'environnement

Protéger l'environnement II

- Objectifs
 - Préserver l'air, l'eau et la terre, sources de la vie
 - Adopter une approche holistique du problème d'environnement
- Actions
 - Mettre en place un plan holistique pour la préservation de l'environnement qui implique le ministère de l'Intérieur, des Travaux Publics, de l'Economie, de l'Education, des Ressources Électriques et Hydrauliques...
 - Élaborer un programme d'assainissement des sources d'eau et de sa conservation
 - Mettre en œuvre un programme de nettoyage de fond de mer en collaboration avec des partenaires étrangers
 - Lever une taxe verte : instaurer le système du pollueur payeur
 - Exercer un contrôle plus strict de la déforestation
 - Intégrer la matière "Environnement" dans les programmes scolaires, matière qui sera sanctionnée lors des examens officiels

Intégrer la diaspora I

- Diagnostic
 - Une population fragmentée et désintégrée
 - Absence d'une réelle coordination avec les missions diplomatiques (collaboration ponctuelle)
 - Marginalisation des droits fondamentaux (droit de vote et droit de candidature)
 - Absence de communication avec la patrie mère
 - Procédures administratives longues et compliquées auprès des consulats
 - Etiollement des communautés et reproduction des conflits confessionnels

Intégrer la diaspora II

- Objectifs
 - Renforcer les domaines de collaboration avec le pays d'accueil
 - Intégrer les émigrés libanais dans leur patrie d'origine
- Actions
 - Mettre en place un nouveau ministère en charge de la diaspora
 - Élaborer un plan de collaboration avec les missions diplomatiques à l'échelle globale
 - Créer des lobbys représentant les principaux courants politiques au Liban
 - Mettre en place une nouvelle loi électorale qui prenne en considération le droit de vote ainsi que le droit de candidature des émigrés
 - Encourager la création d'un fond d'investissement ciblant les émigrés libanais et dont l'actif sous jacent est tiré sur des institutions libanaises

Éducation I

- Diagnostic
 - Dislocation du système d'enseignement
 - Manque de corpus commun dans le programme éducatif national
 - Inadéquation entre offre et demande sur le marché du travail
 - Surplus d'étudiants dans les domaines littéraires
 - Lacunes dans certains secteurs clés de l'économie de la connaissance
 - Nouvelles technologies
 - Langues étrangères
 - Manque de moyens et de ressources dans les écoles publiques
 - Politisation de l'Université Libanaise
 - Toutes les tares de l'administration publique
 - Corruption, lourdeur bureaucratique, désuétude

Éducation II

- Objectifs
 - Créer une culture de dialogue, de diversité et de respect de l'autre
 - Découvrir l'Homme et la Vie
 - Équilibrer l'offre et la demande d'emploi
- Actions
 - Licences pour des établissements de formation pour combler les lacunes sus mentionnées (matières scientifiques et langues)
 - Un livre d'histoire qui procède à une lecture scientifique et pluraliste pour l'étude des religions et des communautés
 - Management contract pour la gestion des écoles publiques

Citoyenneté I

- Diagnostic
 - Clientélisme communautaire
 - Confessionnalisme
 - Féodalisme



Citoyenneté II

- Objectifs
 - Consacrer la primauté de la liberté sur toute autre valeur
 - Consolider la diversité culturelle
 - Entériner le droit à la différence
 - Emanciper le rôle de la femme
 - Promouvoir un nouveau concept pour l'arabité
- Actions
 - Édicter la Charte du citoyen
 - Élaborer un projet de loi pour le mariage civil optionnel
 - Introduire un code civil pour gérer le statut personnel notamment en matière de succession et de droit de famille
 - Mettre en place un projet de loi en faveur d'un quota pour les femmes dans les administrations et les institutions publiques

Politique étrangère I

- Diagnostic
 - Vent de démocratie propulsé par les américains
 - Élections en Irak
 - Élections dans les Territoires palestiniens
 - Début de relance du processus de paix
 - Absence du Liban en tant qu'acteur de la scène internationale
 - Isolement de la Syrie
 - Affaiblissement du camp Iran-Syrie
 - L'affaire du Hezbollah

Politique étrangère II

- Objectifs

- Reprendre l'initiative diplomatique
- Promouvoir la paix et le dialogue entre les cultures, notamment au Moyen Orient
- Promouvoir les droits de l'homme et le droit à la différence
- Promouvoir la citoyenneté et, au-delà, la modernité arabe
- Rejeter l'implantation des Palestiniens sur base des critères démographiques, culturels et humains
- Défendre le droit des Palestiniens à un Etat et à une identité
- Envisager la diplomatie comme instrument de relance économique (promouvoir le tourisme et l'investissement des étrangers et des émigrés au Liban)
- Établir des relations avec la Syrie sur base d'intérêts communs
 - Échange de représentations diplomatiques
 - Révision de l'ensemble des accords bilatéraux signés depuis 1990

Restructurer les forces armées I

- Diagnostic
 - Politisation de l'armée et des forces de sécurité
 - Militarisation du régime
 - Totale obédience au régime syrien
 - Paradoxe sécurité v/s démocratie
 - Nouvelles menaces: terrorisme, intégrisme religieux, blanchiment d'argent, trafic de drogue
 - Enchevêtrement des responsabilités et abus de certains organes
 - Lourdeur bureaucratique
 - Archaïsme de certaines structures et méthodes
 - Manque d'efficacité
 - Caducité de certains organes

Restructurer les forces armées II

- Rôle
 - Défendre les frontières
 - Protéger en dernier recours les institutions démocratiques
 - Consolider la cohésion nationale
- Objectifs
 - Arracher notre système de défense et de sécurité au contrôle syrien et à tout autre contrôle
 - Recentrer les corps armés sur leurs missions premières
 - Restructurer l'armée et les forces de sécurité au vu des menaces nouvelles
 - Assurer l'existence d'une armée moderne, efficace et agile
 - Une armée de proximité
- Actions
 - Assurer un changement par le haut de la pyramide: confier les postes clés à de nouveaux responsables
 - Engager de nouveaux partenariats avec des pays amis pour la formation des militaires et la modernisation des méthodes et des procédures de fonctionnement
 - Restructurer le cursus de la formation militaire (diplôme universitaire requis au préalable)
 - Mettre en application le concept de brigade locale